

LUTTE D'ÉMANCIPATION ANTICOLONIALE OU MOUVEMENT DE LIBÉRATION NATIONALE ? PROCESSUS HISTORIQUE ET DISCOURS IDÉOLOGIQUE.

Le cas des colonies portugaises, et du Mozambique en particulier

Michel Cahen

Presses Universitaires de France | « [Revue historique](#) »

2006/1 n° 637 | pages 113 à 138

ISSN 0035-3264

ISBN 9782130556046

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-historique-2006-1-page-113.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Lutte d'émancipation anticoloniale ou mouvement de libération nationale ?

*Processus historique et discours idéologique.
Le cas des colonies portugaises,
et du Mozambique en particulier**

Michel CAHEN

Cet article souhaite contribuer à repenser certains paradigmes, voire le simple usage de *mots* que nous utilisons couramment pour qualifier les luttes armées de libération qui ont eu lieu dans tels ou tels pays africains (ou même ailleurs dans le Tiers Monde). Le Mozambique, principalement, et les autres colonies portugaises d'Afrique, plus généralement, serviront ici de fil signifiant, mais dans un objectif conceptuel plus vaste.

Il est en effet courant de qualifier les luttes armées qui se sont déroulées dans les anciennes colonies portugaises de « luttes armées de libération nationale »¹, ou d'employer des formules proches telles que « mouvements de libération nationale », ou encore « fronts de libération nationale ». On trouve bien quelques autres formules,

* Cet article reprend, pour l'essentiel, une communication prononcée au Colloque international « L'Estado Novo portugais : les années de la fin », au Centre culturel Calouste-Gulbenkian de Paris, en partenariat avec le Contemporary Portuguese Political History Research Centre (University of Glasgow) et l'Instituto de Ciências Sociais (Universidade de Lisboa), les 27-28 septembre 2002. La communication avait pris place dans l'atelier « L'armée et la guerre coloniale ».

1. Une large partie de cette réflexion pourrait concerner également la Namibie, le Zimbabwe, voire le Cameroun (guérilla upéciste) et le Kenya (révolte Mau-Mau), si ce n'est l'Algérie et l'Indonésie. Il y aurait, cependant, de nombreuses nuances à apporter, qui ne peuvent guère être discutées ici.

telle l'anglaise *freedom fighters*, mais qui désigne juste des combattants, sans charge conceptuelle. Les pays indépendants que ces mouvements ont, après une longue lutte, réussi à créer sont qualifiés de « nouvelles nations » ou, quand on veut préciser plus avant leur politique de construction, d'« États-nations ». On parle aussi de la « crise des États-nations » africains, y compris pour les PALOP². *La notion qui revient sans cesse est celle de nation*. C'est la moins interrogée, et c'est pourtant la plus problématique, tant pour l'analyse de la nature de ces luttes que pour la compréhension des contradictions actuelles de ces pays.

C'est pourquoi on prendra le problème dans un ordre chronologique inverse, en commençant par la situation présente, remontant ensuite à la période coloniale.

CE QUI EST DIT EST TENU POUR ACQUIS : QUELLE CRISE DES ÉTATS-NATIONS ?

Il est courant de parler de la « crise des États-nations d'Afrique » : pourtant toute analyse dévoile rapidement qu'il s'agit en premier lieu de la crise d'un discours de pouvoir imité des idéologies politiques et des théories de la nation française, portugaise et même britannique – il est intéressant de noter que les élites africaines des anciennes colonies britanniques sont tout autant « néojacobines », officiellement, que celles des anciennes colonies françaises et portugaises. De telles « théories », pourtant officiellement répétées et au nom desquelles on réprime le « séparatisme » et le « tribalisme », ne sont guère en cohérence avec la généralisation des pratiques ethnocentristes de l'immense majorité des dirigeants. Sur le plan économique, on n'a guère vu de processus d'unification de marchés nationaux. Des forces centrifuges ethniques, religieuses, sociales, se développent, qui sapent la stabilité de ces États – de ces nations, dit-on. Bref, ces États-nations semblent avoir échoué.

Il ne s'agit pas ici de contester l'échec, mais d'en déterminer la nature. Or, si l'on regarde concrètement ce qui s'est produit depuis le début des années 1960 pour la majorité des pays africains, et

2. Pays africains de langue officielle portugaise. Sur les PALOP et leur idéologie nationaliste, voir notamment Michel Cahen, L'Afrique « lusophone » : approche sociolinguistique, dans *Pays Lusophones d'Afrique. Sources d'information pour le développement. Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé e Príncipe*, Michel Cahen (éd.), Paris, Ibiscus, 2001, p. 21-29.

depuis 1975 pour les PALOP, il est impossible de ne pas l'interroger : un État-nation n'est pas qu'une idéologie, *c'est l'État d'une nation*. Évidemment, si l'on confond État et nation, le problème est tautologiquement résolu : il y a nation puisqu'il y a État et *vice versa*. On admet bien un certain décalage historique – Senghor disait : « En Afrique, l'État a précédé la nation » –, mais la simple durée de vie de ces États – maintenant un demi-siècle pour les uns, d'indépendance précoce (Ghana, Guinée), et autour du quart de siècle pour d'autres, d'indépendance tardive (PALOP, Djibouti, Zimbabwe) – semble indiquer qu'ils sont évidemment devenus des nations. Il suffit d'assister aux matchs de football pour s'en convaincre, entend-on souvent.

J'ai déjà, ailleurs, souvent discuté ces questions³. On doit évidemment reconnaître qu'il peut y avoir un État-nation, c'est-à-dire l'État d'une nation, même dans des cas où ladite nation ne s'étend pas sur toute l'étendue du territoire de l'État concerné. Le reste de cet espace est donc peuplé d'autres nations (ou ethnies, peu importe ici), dont l'existence n'est pas reconnue, mais « fondue » dans un universalisme abstrait qui ne désigne aucune identité particulière autre que « politique » et « citoyenne », mais assure très concrètement la domination de l'identité de la nation qui a fondé l'État-nation. Ce cas de figure est fréquent en bien des régions du monde (France, Russie, Turquie, Serbie, Algérie, Indonésie, Chine, etc.). Il implique cependant que l'État-nation a été le *produit historique* d'une cristallisation identitaire sur au moins une partie consistante du territoire, et qui a imposé une organisation politique propre. Le *nationalisme* de cette nation-là a provoqué l'émergence d'un État propre, qui exprime ce qui est *déjà national*. Le fait que cet État-nation, au sein de ses propres frontières, ou à plus forte raison au-delà s'il est colonisateur, puisse opprimer d'autres nations, ethnies ou identités collectives, est banal.

Mais cela exprime la double nature du nationalisme : de l'expression de l'identité nationale (de la nation) ressentie par un peuple, il devient vite l'expression d'un État et des strates sociales qui en vivent économiquement, socialement et « mentalement ». Néanmoins, ce *nationalisme d'État* tire encore sa légitimité de l'existence d'un *nationalisme de nation*, d'une nation historiquement cristallisée. État-nation et nationalisme d'État retirent donc une certaine stabilité et force de l'identification que continuent à lui vouer tous ceux qui se sentent membres de cette communauté nationale.

3. Entre autres, voir mon *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 1994.

Une histoire différente

L'histoire de l'État « moderne » en Afrique contemporaine est évidemment fort différente, puisque des États, issus de la colonisation, ont dû tenter de fabriquer des « nations » dans l'espace de frontières qui n'ont pas été le produit de mille ans de guerre, d'ajustements progressifs et d'unification de marchés, mais de tractations interimpérialistes qui, de 1884 à 1891 essentiellement, les ont fixées. Toutes les frontières sont artificielles, mais celles-là sont artificielles, décidées en un laps de temps extrêmement court, et par des acteurs extérieurs largement ignorants du terrain.

L'État postcolonial africain se trouve donc confronté à une tâche presque impossible : opérer la légitimation moderne de son territoire, par la fabrique rapide d'une nation qui ne correspond guère à la réalité des peuples et identités présents dans son aire. La mainmise sur l'État, totale ou simplement dominante, d'un groupe social déterminé – en général soudé autour d'une identité ethnique – va donc s'opérer au nom de la nation, processus d'autant plus important que cette mainmise conditionne largement l'accès à la rente (captation de l'aide internationale, revenus du pétrole, etc.) en l'absence de processus historique « bourgeois » d'accumulation de capital. Il y a évidemment un projet d'État-nation, mais cela ne saurait suffire à qualifier cet État d'État-nation. Or c'est précisément ce que l'on fait.

Il ne s'agit bien sûr pas de nier que la frontière, tout artificielle ou illégitime qu'elle soit, est en elle-même productrice d'identité : au Mozambique, les Macondes, les Chonas et les Changanes ont des différences avec, respectivement, les Makondes de Tanzanie, les Shonas du Zimbabwe ou les Shangaans d'Afrique du Sud. Certaines de ces différences préexistaient certainement à la fixation des frontières coloniales, mais on peut penser que la délimitation d'espaces politiques compartimentés a pu jouer pour les accentuer. Le fait d'avoir été colonisés par les Britanniques ou les Portugais inclut des effets de différenciation identitaire parmi les populations auparavant plus ou moins unifiées. Jusqu'à présent cependant, dans la plupart des cas, la reconnaissance mutuelle entre ces segments ethniques politiquement séparés par la nouvelle frontière n'a nullement disparu⁴.

4. Par exemple, durant la guerre civile mozambicaine (1977-1992), des centaines de milliers de Mozambicains ont cherché refuge à l'étranger, très généralement au sein des mêmes groupes ethniques au-delà des frontières. Malgré l'afflux de populations, il n'y a guère eu de conflits de terre parce que la gestion de cet épineux problème a pu être faite par des hiérarchies politiques traditionnelles reconnues légitimes par les Africains des deux côtés de la frontière.

Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que l'identité est toujours plurielle. En particulier, il ne s'agit nullement d'opposer nation et ethnie – toute ma réflexion vise précisément l'inverse –, qui sont deux formes proches de processus historiques de cristallisation identitaire. Ce n'est donc pas parce que l'ethnicité est forte en Afrique que la nation n'y existerait pas : mais cette « nation » ne peut être simplement assimilée à la sphère étatique. Du temps de Mobutu, tous les « Zaïrois » n'auraient fait aucune difficulté à reconnaître leur « zaïrianité », ne serait-ce que parce qu'ils savaient très bien de quel chef ils dépendaient : la reconnaissance d'une légitimité politique crée un certain sentiment communautaire qu'il n'y a pas lieu de sous-estimer. Au pire, c'est la simple reconnaissance d'un chef ou d'un État ; au mieux, c'est ce que Habermas appela le patriotisme constitutionnel, et il y a évidemment des niveaux intermédiaires. Est-ce pour autant l'identification intime la plus prégnante ?

En 1989, tous les « Yougoslaves », nationalement unis, applaudissaient leur équipe de football opposée par exemple à celle de l'Allemagne : en 1991, en revanche... Mais on ne saurait oublier que les recensements yougoslaves d'avant 1991 autorisaient les citoyens à déclarer l'identité de leur choix : serbe, croate, slovène, etc., ou « yougoslave ». Moins de 10 % des citoyens de Yougoslavie répondaient qu'ils étaient yougoslaves. Cela signifie que la nation yougoslave existait, que soixante-dix ans d'État yougoslave avaient produit des Yougoslaves mais que la nation yougoslave était minoritaire en Yougoslavie.

L'exemple vaut évidemment pour l'Afrique, dont les PALOP et le Mozambique en particulier : la mozambicanité existe, mais quelle est la fraction de la population pour laquelle elle est l'identification intime la plus opérationnelle pour les choix de vie ? Ces questions ne sont nullement abstraites et ont des conséquences politiques immédiates : la sous-estimation, dévaluation et délégitimation permanente des identités ethniques a impliqué un certain type de politique éducative (le « tout-portugais »), un mépris certain dans le rapport entre l'administration et la population, a empêché l'attention nécessaire à l'équilibre ethnique dans l'appareil d'État, n'a pas permis un développement équilibré des régions du pays. Dès le départ, dès les luttes armées, les ethnicités n'ont pas été vues comme la base de la production lente d'une nouvelle pan-identité : à l'inverse, la nouvelle identité a été posée comme antagonique aux précédentes. Il fallait produire l'Homme Nouveau.

Or la nation, en Afrique subsaharienne comme ailleurs, ne peut être qu'un produit de long terme ; mais, en Afrique subsaharienne plus qu'ailleurs, que celui de la cristallisation d'une identité d'iden-

tités, d'une nation de nations, finalement un peu comme l'identité britannique est la pan-identité des identités anglaise, galloise et écossaise⁵. En effet, dans ces processus, la question du progrès social et économique est d'une importance considérable : un État ressenti comme la garantie du progrès va provoquer des processus d'identification forts et plus rapides. L'héritage révolutionnaire a évidemment été la clé du « passage à la France » d'Alsaciens ethniquement germaniques : il était socialement meilleur d'être citoyens français que sujets du roi de Prusse. Mais l'État de la périphérie du capitalisme est-il capable d'une telle garantie de progrès ?

Quand un État est ressenti comme avant tout prédateur, voire kleptocrate, non seulement il ne renforce pas la « production de la nation », mais encore il provoque des réactions anti-étatiques qui suivront les lignes de mobilisation disponibles dans la population, souvent des lignes ethniques, voire ethno-religieuses. De plus, le fait que l'État africain, outre son comportement prédateur, est spatialement et structurellement non représentatif des peuples partiellement présents au sein de ses frontières, affaiblit considérablement les processus d'identification.

Il faut donc complètement renverser la problématique. La crise de l'État en Afrique, généralement, n'est pas une crise de l'État-nation ; c'est, à l'inverse, la crise de l'absence d'États-nations, la crise d'États-territoires en mal de légitimation moderne. En quelque sorte, on confond la crise de leur idéologie (assurément « stato-nationaliste ») avec la crise de l'État lui-même. Les deux crises sont bien réelles et simultanées (crise de l'idéologie « stato-nationaliste », crise de l'État non national), mais on ne saurait en déduire que le modèle de l'État-nation est inadéquat pour l'Afrique. Bien au contraire, cette forme d'organisation politique (ou ses prémisses) a d'abord été brisée par la conquête coloniale⁶. Puis elle ne fut nullement favorisée par la colonisation, période de recul des traditions étatiques en Afrique⁷. Elle ne le fut pas plus par une décolonisation,

5. Je n'induis pas du tout, ici, un débat sur le fédéralisme, mais sur la nature pluri-identitaire de l'État lui-même. L'exemple britannique est historiquement intéressant dans la mesure où l'identité britannique contemporaine n'est pas la fédération de trois nations, mais la pan-identité de ces dernières, la nation des nations de Grande-Bretagne.

6. Je ne veux nullement dire par là que tous les États africains précoloniaux étaient des États-nations, mais certains d'entre eux pouvaient être caractérisés ainsi.

7. L'administration coloniale ne saurait être considérée comme un « État colonial ». Sa structure ne visait nullement à préparer la naissance de nouveaux États. Il y a bien un appareil colonial d'État, mais l'État colonial n'est autre que l'État métropolitain. Même si la colonisation a produit des effets identitaires, l'administration coloniale ne pouvait être le creuset d'États-nations en raison de son rapport aux colonisés. Comme le souligne Jean-François Bayart, à très long terme « la tendance est à l'État » dans la société africaine, mais il sous-estime que la colonisation est une période à contre-courant de cette tendance (*L'historicité de l'État import*, Paris, FNSP, « Les Cahiers du CERI », n° 15, 1996).

à frontières constantes sans consultation des populations. La crise est originelle, mais aggravée par le placage de l'universalisme abstrait de l'idéologie « stato-nationaliste » à des espaces qui, sauf exception, ne sont pas nationaux⁸.

Dans ce cadre général, les PALOP ont ceci de particulier qu'ils ont été très radicaux dans la négation ethnique (on pense ici surtout aux trois pays continentaux, le cas des deux archipels créoles étant différent⁹). Il y a des raisons historiques à cela, qui tiennent tant à l'histoire propre des mouvements de libération qu'à la colonisation portugaise, sur lesquelles il faut maintenant revenir. Il faudra néanmoins apprécier dans quelle mesure ce radicalisme a opéré des ruptures, et quel y a été le rôle du colonialisme tardif (1961-1975).

RADICALISATION POLITIQUE ET NATIONALISME

Les raisons de la radicalisation qu'ont connue les fronts de libération des colonies portugaises, et notamment le Frelimo¹⁰ – qui a connu le parcours évolutif le plus profond –, sont à la fois internes et externes à leur pays respectif.

Les raisons externes sont les plus évidentes. D'une part, elles relèvent certainement davantage de la nature politique du régime métropolitain à partir de 1926-1933 et jusqu'en 1974 (*Estado Novo*)¹¹ que de

8. Bien entendu, d'autres facteurs de crise existent. Des espaces contemporains comme le Burundi (qui reprend quasiment l'espace du royaume précolonial) ou la Somalie (qui est ethniquement homogène, même si l'espace somalien internationalement reconnu ne regroupe pas tous les Somalis) ne sont-ils pas en situation de guerre civile ou interclanique larvée ou ouverte depuis de longues années ?

9. Guinée-Bissau, Angola et Mozambique connaissent, comme les autres pays continentaux d'Afrique, des structures sociales lignagères, claniques et ethniques (les tribus, en tant qu'organisations politiques, ont en revanche largement disparu). Les archipels créoles du Cap-Vert et de São Tomé e Príncipe, produits de l'esclavage qui a largement brisé les cultures africaines, ont des structures sociales assez comparables à celles des Antilles.

10. Frelimo, Front de libération du Mozambique, créé à Dar Es-Salaam le 25 juin 1962.

11. Un débat existe sur la nature du salazarisme (fascisme ? national-christianisme ? autoritarisme conservateur ?). Jacques Georgel (*Le salazarisme. Histoire et bilan*, Paris, Cujas, 1982), António Costa Pinto (*O salazarismo e o fascismo europeu. Problemas de interpretação nas ciências sociais*, Lisbonne, Estampa, 1992), Yves Léonard (*Salazarisme et fascisme*, Paris, Chandeigne, 1996) refusent la caractérisation fasciste du salazarisme en raison des différences d'idéologie, de processus de prise de pouvoir, de lien maintenu aux autres structures politiques conservatrices (Église, etc.). Sans nier aucune des différences politiques ou idéologiques entre salazarisme et nazisme ou mussolinisme, Michel Cahen maintient cette caractérisation en raison de la fonction même, corporative et totalitaire, de l'État Nouveau (« Salazarisme, fascisme et colonialisme. Problèmes d'interprétation en sciences sociales, ou le sébastianisme de l'exception », Lisbonne, Instituto superior de economia e gestão, Centro de estudos sobre África e do desenvolvimento, juin 1997 (multigr. « Documentos de trabalho », 47), à paraître en France).

la nature de la colonisation portugaise¹² qui, précisément en raison de ses caractéristiques, comportait aussi des facteurs favorables à une décolonisation « à la brésilienne » (la perspective de « Nouveaux Brésil » fut d'ailleurs toujours la hantise de A. O. Salazar). L'*Estado Novo* imposa la nécessité de luttes armées, refusant toute évolution, même après les avertissements que constituèrent la révolte de la Baixa de Cassanje (Angola, début 1960), l'émeute de Mueda au Mozambique (16 juin 1960), l'attaque des prisons de Luanda (Angola) par des militants africains le 4 février 1961, la grande révolte du Nord-Angola au printemps 1961, la perte de São João de Ajuda lors de l'indépendance du Bénin et enfin, en Inde, celle de Goa, Damão et Diu en décembre 1961. Dès 1961 en Angola, 1963 en Guinée et 1964 au Mozambique, le Portugal se trouve confronté à des luttes armées, qui dureront entre dix et treize années. Or la longueur d'un processus de lutte armée provoque évidemment des phénomènes de radicalisation.

Mais il faut remarquer que la radicalisation des moyens d'action n'est pas mécaniquement celle du programme politique. Si ce dernier, cependant, a indéniablement pris une teneur de plus en plus marxisante, on ne saurait en déduire ni une parenté entre le Frelimo (ou le MPLA¹³) et les Partis communistes cubain ou vietnamien, par exemple, ni une rupture avec l'idée portugaise de la nation qui avait puissamment pénétré les milieux *assimilados* et créoles¹⁴ qui formèrent l'essentiel des directions des mouvements de libération. Si le modèle *politique* « marxiste » et « soviétique » a été abondamment discuté et cité, le modèle *social* portugais exprimé notamment par le biais de l'image de la ville coloniale propre et ordonnée des années 1950, gardée par les dirigeants après leur départ pour l'étranger, a été très discret mais certainement très puissant.

12. Le fait de maintenir la caractérisation « fasciste » pour le régime métropolitain de l'*Estado Novo* ne signifie nullement l'accepter pour la colonisation (« colonial-fascisme », caractéristique utilisée par les guérillas africaines des colonies portugaises pour le distinguer des colonisations française ou anglaise), car cette dernière est le produit historique des capitalismes marchand et contemporain portugais, et non point de la nature du régime politique portugais à partir de 1930. Les tentatives pour plaquer outre-mer des structures corporatives ou fascistes furent faibles et sanctionnées par l'échec.

13. Mouvement populaire de libération de l'Angola, créé en juin 1960 à Tunis.

14. Dans l'Empire portugais, les créoles (*crioulos*) ne sont pas principalement les Blancs nés aux colonies mais surtout les métis et, plus généralement, tous ceux qui sont de culture portugaise, fussent-ils Noirs. Les *assimilados* (assimilés) étaient des Africains noirs à qui était reconnue la citoyenneté portugaise en raison de l'idéologie assimilationniste. Contrairement à un mythe tenace, métis et assimilés n'ont jamais constitué qu'une infime minorité de la population. En 1961, tous les Africains furent déclarés citoyens, ce qui ne leur donna pas pour autant le droit de vote.

Le parti unique et la « population réactionnaire »

Suite au renversement de la politique américaine à la fin de l'ère Kennedy, le soutien des Pays de l'Est aux mouvements de libération n'a pas seulement exercé une influence « socialisante ». Même si l'éducation marxiste en général – mais qui, au départ, vint plus du Parti communiste portugais (PCP) que des Pays de l'Est¹⁵ – portait évidemment à un certain radicalisme, rien ne démontre en revanche que l'URSS ait cherché à « radicaliser » les positions des partis africains. Si elle n'aima guère un Eduardo Mondlane, ce n'est pas parce qu'il était modéré, mais parce qu'il était « Américain »¹⁶. Ce qui fut, en revanche, clairement renforcé par le soutien soviétique, c'est l'idée de l'unicité nationale et du parti unique : il est significatif, par exemple, que le MPLA et le Frelimo aient adopté le « centralisme démocratique » comme mode de travail *interne* du mouvement (à savoir, l'exacte inverse de la définition de principe léninienne qui concerne l'activité en direction de l'extérieur) dès le début, alors qu'ils attendront quinze ans ou plus pour adopter officiellement le « marxisme-léninisme ». Ce « centralisme démocratique » est, dès le départ, le vecteur de production de l'homogénéité interne des fronts, prototypes de la nation, avant d'être étendu au pays entier. Cette influence « soviétique » pro-parti unique ne dépareillait alors nullement dans le paysage international : le comité de décolonisation de l'ONU et celui de l'OUA exigeaient partout (colonies portugaises, Namibie, Afrique du Sud, Sahara occidental) qu'il n'y ait qu'un seul front. Or cette exigence venait non seulement de la nécessaire unité dans la lutte, mais encore d'un principe politique, celui de la qualité de « représentant unique et légitime du peuple de... », qui était accolé au mouvement reconnu. Cela signifiait rien que moins qu'une politique internationale de soutien à l'implantation de partis uniques dans l'État indépendant, mais aux implications concrètes dès la lutte de libération. Tous les mouvements cherchèrent à être le « représentant unique et légitime du peuple de... », c'est-à-dire qu'ils furent tous animés par une idéologie de parti unique. Or cette posture était non seulement relative aux rivaux éventuels (provoquant des violences internes aux luttes de libération), mais impliquait aussi un certain rapport à la population, à la société africaine censée pou-

15. Judith Manyà, *Le Parti communiste portugais et la question coloniale (1921-1974)*, thèse de sciences politiques, Bordeaux, Institut d'études politiques, décembre 2004, à paraître.

16. Eduardo Mondlane, premier président du Frelimo, avait suivi des études en Afrique du Sud, au Portugal, puis aux États-Unis. Professeur à l'Université de Syracuse, il fut fortement encouragé par le Département d'État américain et les Tanzaniens à fonder le Frelimo, en 1962.

voir être représentée par un seul parti, de surcroît bien peu démocratique dans son fonctionnement. Politiquement, dès le départ, la société africaine est niée dans sa diversité. Ou, du moins, cette diversité n'est pas politiquement pertinente, voire est considérée comme franchement « réactionnaire ».

On doit aussi se poser la question des raisons de la captation des élites africaines « créoles » par un certain marxisme. Outre le soutien méfiant d'un PCP, cela est en rapport avec l'histoire sociale de la reproduction des élites africaines au cours de la colonisation portugaise contemporaine, et notamment sous l'État Nouveau. Cette dernière empêcha tant l'apparition d'un prolétariat noir stable à cause du travail forcé et des freins à l'industrialisation, que la genèse d'une vigoureuse petite-bourgeoisie africaine investie dans le commerce et la production (plantations, ateliers, etc.), puisque cet espace social de création de richesse était presque totalement occupé par la colonisation de peuplement blanc. Dans tous les PALOP, mais en particulier au Mozambique, cela explique que la toute petite élite *assimilada* et métisse ait été presque exclusivement confinée dans des métiers de bureau dans l'appareil d'État ou les services ferro-portuaires, et dans des emplois subalternes du secteur tertiaire. Elle est très peu issue des anciennes élites africaines de la période précédente, brisées lors des guerres contre les *prazos*¹⁷ et lors de la conquête effective du territoire. Enfin, spécialement au Mozambique, elle fut économiquement et socialement marginalisées lors du changement de capitale, au début du xx^e siècle, de l'île de Moçambique à Lourenço Marques, à l'extrême sud, une ville créée presque *ex nihilo* pour les besoins du port de la Delagoa Bay.

La micro-élite mozambicaine moderne fut ainsi le produit presque exclusif des caractéristiques de la colonisation portugaise du xx^e siècle. Situés pour l'essentiel à Lourenço Marques, ces petits noyaux d'élite étaient socialement, culturellement, ethniquement et même le plus souvent religieusement extérieurs à la population (dont les régions démographiquement les plus fortes sont au centre et au nord). Ils souffraient de l'oppression portugaise mais n'avaient pas de

17. Les *prazos* furent un phénomène, quasi unique en Afrique, d'africanisation d'une institution européenne : il s'agissait au départ de terres données par la Couronne portugaise à des « capitaines » pour un délai (*prazo*, en portugais) de trois générations, à charge pour ces derniers et leurs descendants d'y représenter l'autorité royale. Peu à peu, de métissages en alliances matrimoniales, les *prazeiros* devinrent d'authentiques chefs africains sub-étatiques, dotés d'armées de milliers d'esclaves-soldats, que le Portugal eut le plus grand mal à vaincre au XIX^e siècle. Sur ce point, voir Allen F. Isaacman, *Mozambique : The Africanization of a European Institution. The Zambezi Prazos, 1750-1902*, Madison, 1972, et Allen F. Isaacman et Barbara S. Isaacman, *Slavery and Beyond. The Making of Men and Chikunda Ethnic Identities in the Unstable World of South-Central Africa, 1750-1920*, Portsmouth (NH), Heinemann, 2004.

modèle alternatif disponible, puisqu'ils étaient le produit même de cet État portugais. Le marxisme de type soviétique apparut comme ce qui pouvait contribuer à renverser la domination portugaise, mais, justement, l'idéal qu'il fournissait était paradoxalement très proche du modèle social portugais : nation homogène, parti unique, corporatisme syndical et associatif, langue unique, rôle central de l'État, etc. Ce marxisme *pouvait* ainsi correspondre à l'habitus d'une micro-élite fonctionnarisée et tertiariée, il *pouvait* faire partie de son monde imaginable afin d'exprimer *le désir d'une nation portugaise qui lui fût propre*.

Mais cela ne signifie pas, en retour, que la majorité des *assimilados* et des métis étaient tentés par ce marxisme : à l'inverse, et jusqu'à la toute fin de la période, ces secteurs étaient plutôt conservateurs, et certains, d'ailleurs, firent partie des *retornados*¹⁸. Mais un Créole de Luanda, même conservateur, pouvait ressentir comme compréhensible et faisant partie de son monde le discours marxisant du MPLA ; alors que celui du FNLA¹⁹, fortement imprégné de valeurs négrophiles et antimétisses, le révoltait socialement et mentalement. De même, le Frelimo mozambicain pouvait faire partie de l'univers mental de l'élite *assimilada* de Lourenço Marques. Le marxisme apparaît dès lors, dans un contexte où la lutte armée est inévitable, comme l'expression d'un nationalisme « moderniste ». Il est la forme, portée par une minorité radicale et acceptée par des secteurs plus larges des élites, trouvée pour exprimer leur occidentalisation subalterne. Il fait taire, mais ne fait pas pour autant disparaître, le poids d'autres modèles, comme le montrera par exemple plus tard la fascination de Samora Machel pour N'Gungunhana²⁰. Toute la politique des premières années de l'indépendance visera non point tant à « socialiser » qu'à encadrer la population pour la moderniser autoritairement, pour la *nationaliser*.

18. La chaotique décolonisation portugaise provoqua un afflux de rapatriés (*retornados*) considérable, probablement autour des 600 000 personnes (pour un Portugal de 9 millions d'âmes), auxquels il faut rajouter les ré-émigrations en Afrique du Sud, au Brésil, en Australie, au Canada. Une minorité de ces *retornados* étaient métis ou même Noirs assimilés, ou encore Indiens (en particulier ismaélites), qui « revenaient » dans un Portugal qu'ils n'avaient jamais connu.

19. Le Front national de libération de l'Angola était notoirement lié à un segment de la famille royale congo, et principalement d'ethnie bacongo. Le FNLA, dans sa guerre ouverte contre le MPLA, développait un discours fortement anti-métis (contre les « fils de colon ») et d'authenticité africaine. Responsable de la grande révolte du Nord-Angola, et opérant à partir du Zaïre, le FNLA était soutenu par le régime de Mobutu et par les États-Unis.

20. Samora Machel, qui succéda en 1969 à Eduardo Mondlane à la tête du Frelimo, devint le premier président du Mozambique indépendant (25 juin 1975). Orateur au fort charisme, il se réclamait du marxisme-léninisme et chercha à obtenir l'admission de son pays au CAME dont il espérait les moyens d'un développement rapide. Mais, en même temps, il cherchait à se servir du souvenir de N'Gungunhana, dernier empereur de l'État nguni de Gaza et symbole officiel de résistance, battu par les Portugais en 1895 et dont il fit rapatrier les cendres, en grande pompe, depuis les Açores.

Ainsi le paradigme national est-il indissociable du paradigme de modernisation autoritaire. Il s'agit de créer l'Homme Nouveau – vocabulaire contextuellement maoïisant pour exprimer la nation – par la destruction non point tant du capitalisme que des rapports sociaux originaux au sein de la paysannerie, c'est-à-dire de ce qui socialement est complètement étranger à l'élite (alors stigmatisé comme « obscurantisme », « féodalisme », « tribalisme »). La *production*, c'est-à-dire l'*extension* de la nation auprès de toute la population, est le fil conducteur du projet politique du Frelimo, depuis sa création comme front « nationaliste » en 1962, au Frelimo « nationaliste-révolutionnaire » de 1969, au Frelimo « marxiste-léniniste » de 1977 et, enfin, au Frelimo national-libéral post-1989. Ce fil conducteur est bien plus important que la radicalisation ou le marxisme en tant que tels, pour une raison simple et puissante : seule la « nation » peut opérer la légitimation moderne du Mozambique, tel qu'il est dans sa définition coloniale, et légitimer par là même, à ses propres yeux, le rôle de l'élite créole historiquement produite dans ce cadre. On *n'imagine pas* la possibilité de construire un État sans nation, soudé autour de la seule garantie de progrès apportée aux populations par la nouvelle République.

DEUX MYTHES OPPOSÉS ?

Le leitmotiv idéologique du Portugal colonisateur était : « *Moçambique só é Moçambique porque é Portugal* » (« Le Mozambique n'est le Mozambique que parce qu'il est le Portugal »). Il s'agissait évidemment de légitimer le rôle de l'occupant, mais aussi de rappeler – que ce fût bonne foi ou cynisme – que ce morceau découpé sur les rives de l'océan Indien n'avait d'autre raison d'existence que la conquête portugaise – et encore de dénier aux identités diverses historiquement présentes au sein du territoire colonial toute capacité à évoluer, à se fédérer, à se « nationaliser » autrement que dans la nation portugaise.

On peut considérer qu'il s'agissait d'une affirmation colonialiste classique, selon laquelle les groupes ethniques (les « tribus », les « races » indigènes) ne sauraient vivre en paix ailleurs que sous la lourde main européenne (portugaise). On retrouverait là l'habituel paradigme du « diviser pour régner », le colonisateur exploitant l'opportunité de souligner les divisions ethniques. En réalité, la politique portugaise a été extrêmement hésitante sur ce point : si des

comportements coloniaux propices à attiser la division des colonisés ont évidemment existé dans les entreprises et les plantations (dortoirs séparés selon les origines ethniques, etc.), voire dans l'administration, la dévalorisation d'un groupe impliquait la valorisation d'un autre, ce qui était très dangereux. Et on oublie le facteur « ignorance » : en 1940 encore, après « quatre cent cinquante ans » de colonisation²¹, l'administration des recensements était, au Mozambique, incapable de dénombrer les groupes ethniques du pays, n'y réussissant laborieusement qu'en 1950, et de manière à peu près correcte qu'en 1960 ! Comment « diviser », alors que l'on ignorait jusqu'aux lignes possibles de clivage ?

Il est intéressant de constater, de ce point de vue, que l'utilisation du facteur ethnique pendant la guerre coloniale (1961/1964-1974) n'a jamais été systématique, ou a été utilisé après coup, alors que l'antagonisme était déjà clairement exprimé par les intéressés. On peut certes supposer que la PIDE portugaise²² n'a pas été dormante dans l'activation de l'antagonisme entre les Bacongos et les Ovimbundus d'Angola, et les antagonismes internes aux Bacongos, qui entraînèrent la scission du FNLA et l'apparition de l'Unita formée par des cadres ovimbundus²³ et cabindas²⁴ en 1965-1966. Mais ce ne sont nullement ces services secrets portugais qui ont inventé, ni même aggravé, ces antagonismes : les massacres de travailleurs *contratados* ovimbundus des plantations portugaises de café dans le Nord angolais lors de la grande révolte du prin-

21. Le mythe de la colonisation pluriséculaire portugaise en Afrique n'a évidemment de sens qu'en des points infimes du territoire. Pour 98 % des superficies, la conquête effective eut lieu, *grasso modo*, aux mêmes dates que pour les colonisations française, anglaise ou belge, soit quelques années après le Congrès de Berlin. Une génération de militaires portugais se forgea d'ailleurs à l'occasion, qui eut un grand rôle dans le coup d'État de 1926, les « centurions de 1895 ».

22. La Police internationale et de défense de l'État (PIDE), police politique, fut étendue aux colonies à partir de 1960.

23. Unita : Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola. L'Unita apparut en 1965-1966 comme scission du FNLA. Très petite formation au départ, instrumentalisée par les services secrets portugais dans la lutte contre le MPLA, l'Unita réussit cependant à se développer fortement après 1974, avec l'appui de la Chine maoïste et surtout de l'Afrique du Sud de l'apartheid, utilisant souvent les réseaux protestants du congrégationalisme américain dans le plus grand groupe ethnique angolais, celui des Ovimbundus (centre-sud). Plus tard, l'effondrement militaire du FNLA laissa l'Unita comme seule force militaire opposée au MPLA appuyé par les Cubains et les Soviétiques. Suite à la reconnaissance politique tardive du régime du MPLA par les Américains et les Israéliens en 1992, l'Unita a finalement été vaincue militairement en 2002.

24. Les Cabindas sont une branche de peuplement bacongo vivant dans l'enclave de Cabinda, au nord de l'estuaire du Congo (sans continuité territoriale avec l'Angola proprement dit). Cabinda formait une colonie séparée de l'Angola jusqu'en 1956, administrativement lié à l'Angola depuis cette date. Lors des négociations de décolonisation, le Portugal accepta de considérer Cabinda comme partie intégrante de l'Angola, à la demande des fronts de libération, mais malgré le refus des divers groupes cabindais, non reconnus. Une guérilla indépendantiste endémique existe depuis.

temps 1961 sont, alors, encore dans toutes les mémoires²⁵. On peut penser aussi que le général A. Spinola, gouverneur de la Guinée, a activé, contre les Balantes côtiers et animistes, l'alliance avec les musulmans dans sa tactique des « Congrès des peuples de Guinée ». Mais l'alliance « structurelle » entre les hiérarchies musulmanes mandingues et peules et l'administration coloniale portugaise « catholique » existait depuis longtemps. Si les Portugais avaient de bonnes relations avec ces groupes, et des relations plus difficiles avec les sociétés côtières acéphales bijagos ou balantes, c'est parce que les premiers avaient une organisation politique clairement hiérarchisée, quasi « féodale » et compréhensible par les Portugais, et point parce qu'ils étaient mandingues ou peuls ; et parce que les secondes vivaient presque en « anarchie », pratiquement sans chefferies facilement contactables et manipulables, et point parce qu'elles étaient bijagos ou balantes.

Enfin, au Mozambique, on a des exemples de tentatives militaires de manipulations ethniques, mais qui furent refusées. Quand le Frelimo tua des *régulos*²⁶ ngunis du Cabo Delgado, des administrateurs proposèrent de lancer contre lui des Ngunis d'Angónia et du Sud²⁷, ce qui ne fut pas accepté. Quand les experts des SCCIM²⁸ réussirent un bon travail de récupération auprès des hiérarchies musulmanes de la province de Nampula et du Cabo Delgado largement gagnées à la « subversion », ils suggérèrent la création de « milices musulmanes » contre le « Frelimo athée » – en réalité, de milices macuas²⁹ contre le Frelimo maconde³⁰ : cela fut refusé par le com-

25. Les Ovimbundus avaient été recrutés de force par les Portugais pour travailler dans les plantations de café du Nord-Angola pendant le « boom caféier ». Or ces terres avaient été expropriées pendant les années 1950, spoliant les Bacongós. Pour ces derniers, les Ovimbundus travaillaient donc pour le colonisateur. Lors de la grande révolte du printemps 1961, de nombreux Bacongós et sans doute aussi des guérilleros du Frelimo massacrèrent non seulement des Portugais blancs et métis, mais encore de nombreux Ovimbundus.

26. Chefs traditionnels reconnus par les Portugais.

27. Lors du Mfecane (grande migration ngunie du XIX^e siècle), des chefferies ngunies s'étaient implantées non seulement au Gaza, mais aussi en divers autres points de l'actuel Mozambique, notamment dans la région d'Angónia (dont le nom même rappelle les Angunes, ou Ngunis) et dans l'extrême Nord, au Cabo Delgado. Dans ce dernier cas, il faut remarquer que, si les familles des chefs étaient ngunies, la masse de la population était maconde.

28. Services de centralisation et coordination de l'information du Mozambique. Les SCCIM étaient un (excellent) service d'analyse et de renseignement, mais pas une police. Ils dépendaient du gouverneur général et non point de la PIDE ou de l'armée et regroupèrent ce qui se fit de meilleur dans ce que l'on peut appeler une anthropologie coloniale appliquée.

29. Les Macuas (Macouas, Makhuwa) sont le plus grand groupe ethnique du Mozambique, mais n'eurent qu'un rôle secondaire dans la lutte armée de libération.

30. Les Macondes sont un petit groupe ethnique à cheval sur la frontière entre la Tanzanie et le Mozambique, qui suivirent massivement le Frelimo dans la révolte contre les Portugais, à partir de 1964. De ce fait, leur importance dans la lutte de libération fut disproportionnée par rapport à leur poids démographique. Historiquement, les Macondes et les Macuas entretenaient des relations tendues, qui remontent à la période de la traite servile.

mandant en chef Kaulza de Ariaga comme contraire à la politique portugaise et porteur de conséquences imprévisibles. Et si, assez souvent, les GES, les GEPS et les *Flechas*³¹ furent recrutés parmi les Macondes, ce ne fut pas spécialement le fruit d'une manipulation ethnique (peu rentable, en l'occurrence), mais simplement du fait que l'on recrutait prioritairement parmi des guérilleros « retournés », et que nombre de ces guérilleros étaient macondes.

Du reste, si manipulation il y eut, on peut chercher à en voir les résultats sur la durée. Ainsi, en Guinée-Bissau, le PAIGC³² avait eu de réelles difficultés d'implantation en zones musulmanes mandingues et peules, utilisées par les Portugais. Mais, une fois au pouvoir, il réussit à recréer une alliance de même type que celle existant, on l'a vu, sous les Portugais (entre l'État moderne – maintenant indépendant – et les hiérarchies musulmanes), allant jusqu'à nommer ministre un grand commerçant musulman de Gabú, ancien député « fasciste » à l'Assemblée nationale portugaise ! Cette politique fut menée simultanément au tournant économique néolibéral (à partir de 1985) favorable, entre autres, aux réseaux marchands mandingues, et ruineuse pour l'économie rizicole des Balantes, fer de lance de la lutte antiportugaise. De ce fait, ces derniers votèrent massivement pour l'opposition en 1994 et 2000. Chassé du pouvoir par la guerre civile de 1998-1999 et les élections de 2000, le PAIGC conserva le meilleur de son implantation dans ces mêmes milieux musulmans qui avaient été largement instrumentalisés par les Portugais pendant la guerre de libération.

Plus qu'une manipulation ouverte et systématique des réalités ethniques, ce qui était beaucoup plus important, dans l'idée coloniale portugaise, était le déni d'existence de toutes les ethnicités, de toute culture propre à l'Afrique. Il y avait des habitants, certes, indigènes pour la plupart, mais non dotés de structures sociales et culturelles relevantes du point de vue de la modernité. L'identité ne pouvait donc provenir que de l'extérieur de la société africaine. Tel est le sens profond du slogan « *Moçambique só é Moçambique porque é Portugal* ». Le Portugal apportait le fait national – le sien – à une masse atomisée d'habitants.

31. GES, GEPS : *Grupos especiais, Grupos especiais paraquedistas*, Groupes spéciaux et Groupes spéciaux parachutistes, unités de contre-guérilla formées exclusivement de guérilleros noirs retournés, dépendant de l'armée ; les *Flechas* (« Flèches »), très importantes en Angola mais beaucoup moins au Mozambique, répondaient au même modèle, mais dépendaient de la PIDE.

32. Le PAIGC, Parti africain de l'indépendance du cap Vert et de la Guinée, fondé par Amílcar Cabral en 1956, proclama unilatéralement l'indépendance en 1973 malgré l'assassinat de son fondateur l'année précédente. Situation singulière, le PAIGC, parti unique, géra deux États séparés, la Guinée-Bissau et les îles du Cap-Vert jusqu'en 1980, date à laquelle un coup d'État entérina la scission et enterra le rêve cabralien d'une fusion progressive des deux pays.

Cela signifie-t-il que, considérant les Africains comme une telle masse atomisée d'individus, la colonisation n'a pas été une oppression *nationale*, mais seulement socio-économique ? Bien entendu, il n'en est rien, mais ce qui a été opprimé fut l'ensemble des peuples et des ethnicités (ou nations) du Mozambique et non point un « Mozambique » fait essence.

Face à cette négation des africanités et des modes de vie sociale qui leur étaient attachés, la lutte de libération a cherché à unifier les colonisés. Cependant, le processus n'a été ni linéaire ni porteur d'une signification univoque.

L'élite et le Maconde

On peut même dire qu'au Mozambique, au départ, il s'est agi de la rencontre de deux trajectoires qui n'avaient pas grand-chose en commun, si ce n'est – ce qui est fondamental – l'oppression coloniale.

Il est encore fréquent, malgré les progrès de la recherche historique, de lire que le Frelimo a été fondé le 25 juin 1962 par l'unification de trois mouvements « régionaux » : la Manu, maconde, l'Udenamo censée être du Sud, et l'Unami, censée être du centre (de Zambézia)³³. Cette histoire, qui est la version officielle, est très fonctionnelle et « étapiste » : des mouvements principalement régionaux, si ce n'est ethniques, s'unifient « nationalement », fermant par là même l'« étape précédente » proto-nationaliste et ouvrant la voie à la nation nouvelle. En réalité, seule la Manu entra dans le Frelimo, sur décision personnelle de son président (même si ce dernier et la majorité des dirigeants en ressortirent vite), l'Udenamo se scinda en deux blocs dès avant le congrès, et l'Unami n'accepta jamais l'estampille Frelimo et garda sa structure indépendante. L'Udenamo n'était nullement un groupe du « Sud », mais déjà une organisation pleinement multi-ethnique, avec effectivement beaucoup de militants du Sud, mais aussi nombre de Macondes venus d'une autre organisation, la *Mozambique African Association* (MAA) formée parmi les travailleurs émigrés dans les plantations de sisal du Tanganyika et du Kenya. C'est d'ailleurs pourquoi l'Ude-

33. Manu, *Mozambique African National Union*, Union nationale africaine du Mozambique, formée en 1960 à Dar es-Salaam et Mombasa sur le modèle de la Tanu et de la Kanu (*Tanganyika African National Union*, *Kenyan African National Union*) ; Udenamo, Union démocratique nationale africaine du Mozambique, fondée en 1960 à Bulawayo (Rhodésie) ; Unami, Union nationale du Mozambique indépendant, petit groupe fondé aussi en 1960, au Malawi.

namo était la section mozambicaine de la CONCP³⁴. Le Frelimo surgit en réalité comme une organisation nouvelle, issue à la fois de la pression et de la rivalité de la Tanu de Julius Nyerere et du Ghana de Kwame N'Krumah, et qui intégra dès le départ une direction essentiellement sudiste³⁵.

Cependant, dans le même temps, depuis la répression de l'émeute de Mueda (16 juin 1960), les Macondes, en tant que groupe, voulaient massivement faire la guerre aux Portugais et étaient prêts à suivre la première organisation qui s'y prêterait. Leur hésitation entre la Manu et le Frelimo dura d'ailleurs jusqu'en août 1964, avant de basculer en faveur du Frelimo³⁶. Il y a donc une véritable intersection de deux trajectoires historiques très différentes, celle d'éléments de la petite élite de l'extrême sud urbain, et celle d'une révolte africaine mobilisée autour de lignes identitaires ethniques macondes. Cette intersection va certes permettre l'élargissement interethnique de la lutte : mais elle n'infirme en rien, dans la base paysanne, la caractéristique d'une mobilisation anticoloniale de fondement social, cristallisée autour de vecteurs ethniques de reconnaissance.

En effet, la guerre que les Macondes veulent faire contre le Portugal est émancipaliste, mais elle est en même temps, au sens littéral, profondément « réactionnaire ». N'oublions pas que la colonisation portugaise du planalto, et plus généralement de tout l'immense Nord mozambicain et de bien d'autres régions de l'intérieur, avait été extrêmement récente – pendant et juste après la Première Guerre mondiale – et que le souvenir de la période d'« avant l'arrivée des Portugais » était encore vif. L'objectif est de chasser les Portugais, c'est une *réaction* pour rétablir la situation antérieure. Cela n'empêche pas des projets modernistes localement enracinés, comme ceux de Macondes ayant connu le capitalisme colonial britannique au Tanganyika et désirant développer au Mozambique des activités économiques identiques à celles qu'ils ont pu réussir outre-Rovuma³⁷. Néanmoins, si ces projets spéci-

34. CONCP, Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises, créée à Rabat en 1960 et réunissant des partis goanais d'opposition (jusqu'à la fin 1961), le PAIGC, le MPLA, le CLSTP (Comité de libération de São Tomé e Príncipe, devenu plus tard le MLSTP, Mouvement de libération de STP) et l'Udenamo (puis le Frelimo). La CONCP a été le vecteur d'une véritable génération politique de partis des cinq anciennes colonies portugaises d'Afrique, tous adeptes d'un nationalisme radical de tendance plus ou moins marxisante et formés notamment par des élites (diversement) créoles.

35. Sur la nécessaire relecture de l'histoire de la fondation du Frelimo, voir Michel Cahen, *The Mueda Case and Maconde Political Ethnicity. Some notes on a work in progress*, *Africana Studia* (Porto), II, novembre 1999 (parution mai 2000), p. 29-46.

36. Michel Cahen, *The Mueda Case...*, *op. cit.*

37. Le Rovuma est le fleuve frontalier entre le Mozambique et la Tanzanie.

fiques ne sont nullement « traditionnels », ils n'ont pas pour objectif le « Mozambique ». On a eu alors tendance à considérer cette « limitation » localiste comme une preuve d'arriération ethnociste dans la prise de conscience politique : ce l'était certainement du point de vue des conditions concrètes de la lutte à mener, puisque l'aire de domination portugaise était bien le « Mozambique ». Mais, dans le même temps, pourquoi la maturation nationaliste maconde aurait-elle dû prendre comme aune un « Mozambique » non pertinent pour elle ? Opprimée socialement et économiquement, ces Africains-là se sont d'abord soulevés selon les lignes de rassemblement et selon le langage disponibles, celui de leur identité propre.

Il se produit alors deux quiproquos fondateurs, qui expliquent les succès initiaux et les difficultés ultérieures. Les paysans veulent le départ des Portugais, le Frelimo aussi : que le slogan soit « Uhulu ! »³⁸ ou « Independência ! », il signifie le départ du colon pour les uns et la création de l'État mozambicain pour les autres, mais dans l'immédiat c'est la même guerre ; c'est le *quiproquo* national. Cela à tel point qu'en 1977, deux ans après l'indépendance, lors de la « campagne de structuration du parti »³⁹, nombre de Macondes refusent de prendre la carte du Frelimo en disant : « Le Frelimo, c'est nous ! ». Quand le slogan est « Abaixo os exploradores ! » (« À bas les exploiters ! »), les paysans pensent encore aux colons et aussi à ces Africains « modernes » qui les exploitent, y compris dans les zones libérées, et ils souhaitent retrouver l'agriculture traditionnelle, pendant que le Frelimo y voit l'adhésion à la cause révolutionnaire de destruction du « féodalisme », c'est-à-dire de l'agriculture traditionnelle et de leur propre organisation sociale. Mais dans l'immédiat les tâches de la guerre font accepter bien des mesures révolutionnaires comme des impératifs temporaires : c'est le *quiproquo* socialiste.

La dynamique militaire de la guerre de libération permet à ces contradictions de perdurer, avec des crises cependant. Il n'en va pas nécessairement de même quand l'État indépendant cherche à appliquer sa politique de modernisation autoritaire hostile à la

38. *Uhulu*, en ximaconde, ou *Uhuru*, en kiswahili, signifient « liberté ».

39. Après avoir adopté le « marxisme-léninisme » en février 1977, le Frelimo abandonna sa nature officielle de « front » pour celle de « parti d'avant-garde de l'alliance ouvriers-paysans ». Contrairement au « front », il y eut donc à la fois sélection (et expulsion) et recrutement d'adhérents pour le « parti ». Cette campagne fut l'occasion de meetings au cours desquels la population tout entière, ainsi de fait intégrée, devait dire si les candidats à l'adhésion étaient dignes d'une telle promotion. Les Macondes, qui se considéraient « membres fondateurs », refusèrent souvent de participer à ce processus sélectif du « parti Frelimo ».

société paysanne. Opposé tant aux rapports sociaux originaux au sein de la paysannerie qu'aux *big men* qui émergent lentement, le Frelimo n'est pas seulement hostile à des « contre-révolutionnaires » ou à des « bourgeois », il est opposé à des milieux sociaux et ethniques aux trajectoires distinctes de celles, urbaines et tertiaires, de sa direction.

Ainsi, le leitmotiv du Frelimo, « Do Rovuma ao Maputo, um só povo, uma só nação » (« Du Rovuma au Maputo, un seul peuple, une seule nation »)⁴⁰, n'est pas seulement un appel à l'unité volontaire, ou même à l'unicité obligatoire : il est un déni de l'existence même des identités réellement vécues au sein de la population, auxquelles on oppose le projet d'une identité nouvelle, définie géographiquement (le Mozambique) et linguistiquement (le portugais) mais extérieure aux vécus des gens⁴¹. Le Frelimo, comme le Portugal, doit utiliser une identité extérieure aux identités sociales existantes afin de légitimer son action. Cette « culture politique » relative au projet national est infiniment plus importante et durable que le recours instrumental au marxisme, qui n'en est en réalité qu'un aspect contextuel.

Le mythe portugais « Moçambique só é Moçambique porque é Portugal » et le mythe frelimiste « Do Rovuma ao Maputo, um só povo, uma só nação » sont ainsi politiquement opposés quant au projet d'État, mais culturellement très proches. C'est pourquoi aussi, suivant la proposition du sociologue mozambicain Luís de Brito, je ne qualifie pas cette politique de « nationaliste » (ni même « statonationaliste »), mais de « nationiste ». Un concept ne sert plus à rien s'il exprime sous le même vocable des choses par trop dissemblables : le nationalisme, on l'a vu, est certes multiforme mais il ne peut être relatif qu'à ce qui est déjà national. Le projet de créer une nation abstraite, de confondre sa proclamation avec son existence et sa prégnance, n'exprime pas une réalité nationale, massive, mais un projet élitair antidémocratique : ce projet « veut » une nation, il est nationiste, posture politique de nature par conséquent bien différente. De ce point de vue, le Portugal fasciste était, lui, nationaliste, puisqu'il cherchait à imposer une nation, fût-elle étrangère. Mais, s'il est déjà délicat d'utiliser le même concept pour des nationalismes oppresseurs (pangermanisme, assimilation coloniale portugaise) et

40. Le Maputo est le fleuve frontalier, à l'extrême sud, entre le Mozambique et l'Afrique du Sud (Maputo est aussi devenu le nom de la capitale, l'ancienne Lourenço Marques).

41. Sur le déni des formations sociales paysannes par les intellectuels du pouvoir mozambicain, voir notamment Christian Geffray, *Fragments d'un discours du pouvoir* (1975-1985) : du bon usage d'une méconnaissance scientifique, *Politique africaine*, n° 29, mars 1988, p. 71-85.

des nationalismes de libération (polonais, irlandais, basque, etc.), il faut refuser de l'utiliser quand il n'y a pas, concrètement, une nation, une identification nationale, en jeu.

Cette proposition conceptuelle distinguant le nationalisme du nationisme ne délégitime en rien la lutte anticoloniale, mais attire l'attention sur ce qui, justement, en fonde la légitimité : la révolte économique, sociale et culturelle de populations opprimées pour chasser l'envahisseur, indépendamment de la volonté d'une élite de créer un nouvel État respectueux de l'aire de définition coloniale, et, de surcroît, de le coiffer d'une « nation ».

Guerre de libération et guerre civile

On pourra répondre, et avec raison, que la guerre de libération, de par son intensité et sa durée, a produit des effets d'unification : le brassage des guérilleros d'origines différentes, les déplacements de populations, etc., ont nécessairement des effets identitaires. Cela est tout à fait exact, mais relatif. Premièrement, l'enrôlement dans l'armée coloniale peut avoir les mêmes effets, en faveur de la portugaisation ; deuxièmement, le processus guérillero et des zones libérées ne touche qu'une minorité de gens et, surtout, il est très court par rapport à ce que sont les processus historiques de cristallisation identitaires donnant naissance aux nations, c'est-à-dire à des *sociétés* entières.

Ainsi les zones libérées au Mozambique sont-elles à la fois un phénomène d'importance considérable et restreint. Dans un article de 1994, utilisant toutes les données disponibles, j'avais pu calculer que, en 1967, entre 350 000 et 400 000 personnes vivaient dans les zones libérées du Mozambique, c'est-à-dire avaient échappé complètement et durablement au contrôle des autorités portugaises. Cela peut paraître peu, par rapport à une population d'environ 7,5 millions d'habitants. Au contraire, dans les conditions d'une guérilla, c'était considérable et ne reflétait pas l'influence plus globale du Frelimo, que les Services d'information militaires chiffrèrent eux-même à environ 1,5 million de personnes. Démographiquement, les zones libérées ne concernaient cependant qu'une petite minorité, même si, à partir de 1970, elles s'étendirent vers le sud-ouest du pays.

De surcroît, cette minorité était géographiquement et ethniquement très décentrée, comme on peut le voir sur le tableau suivant qui recoupe des informations des services de renseignements militaires portugais en 1967 :

Groupes ethniques	Populations en « zone libérée »	% par rapport au total des populations libérées	% par rapport au total de ce groupe ethnique
Suaïles (Swahilis)	2 000	0,64	47,61
Macondes	178 000	57,84	94,68
Ajáuas (Yaos)	77 000	25,02	60,62
Macuas-Lómués	8 000	2,59	0,25
Angunes (Ngunis)	5 700	1,85	3,48
Sengas	12 000	3,89	45,97
Cheuas	5 000	1,62	12,75
Nianjas-Niassas	20 000	6,49	60,06

Source : M. Cahen, Mozambique, histoire géopolitique d'un pays sans nation, *Lusotopie*, Paris, L'Harmattan, juillet 1994, p. 213-266.

Ainsi, le groupe maconde est « subverti » à 95 % et représente à lui tout seul 58 % de la population totale des zones libérées, alors qu'il ne représente dans le pays qu'environ 2,5 % de la population « indigène » totale du Mozambique.

En 1967, les zones libérées étaient en train de s'étendre dans la zone de Tete, dans le « bec » sud-ouest qui s'enfonce entre Zambie et Rhodésie, autour du barrage de Cahora-Bassa dont la construction commençait⁴². Elles allaient s'ouvrir les années suivantes à d'autres groupes ethniques plus au sud⁴³. Mais elles étaient aussi « stoppées » en d'autres zones septentrionales, non pas tant en fonction de la « contre-guérilla » ou de l'action psychologique portugaise, mais de raisons historiques internes aux sociétés mozambicaines. Le fait que les Macondes aient été le fer de lance de l'insurrection freinait sa diffusion parmi les Macuas, non pas en raison de « tribalismes ataviques », mais du souvenir de raids macondes et d'un rapport différent à la colonisation⁴⁴ ; les différences entre la côte des anciens sultanats esclavagistes et l'intérieur, se faisait également encore sentir. Je veux exprimer par là que, dans une situation où le « Mozambique » était une réalité largement abstraite pour nombre de gens, l'histoire locale pouvait faire qu'un

42. On le voit dans le tableau : les groupes Sengas et Cheuas, à l'ouest, au nord de Tete, sont déjà « contaminés par la subversion ».

43. Notamment les populations de diverses branches chonas (teve, manica, ndau...).

44. Les zones de populations macuas ou macuas-lómués, comme la Zambézie, étaient celles de plus ancienne colonisation portugaise. Suite à une brève tentative en 1964, le Frelimo ne réussit à y commencer la lutte armée qu'en juillet 1974, alors que les négociations étaient déjà entamées avec le Portugal.

groupe ethnique (de par l'image qu'on en avait) pouvait être ressenti comme un ennemi pire que le Portugais colonisateur. Ainsi de grandes chefferies macuas de l'intérieur avaient-elles aidé les Portugais à vaincre la résistance acharnée des sultanats côtiers juste avant la Première Guerre mondiale⁴⁵. La guerre de libération n'arrivait pas sur une société unifiée ou « pacifique » de Bons Sauvages, mais ravagées par des siècles de traite servile, de conquêtes, de guerres anciennes, etc.

Après l'indépendance en 1975, il est évident que l'extension à tout le pays, maintenant en paix⁴⁶, de l'« expérience des zones libérées » vécue de surcroît en condition de guerre ne pouvait être qu'un formidable et oppresseur volontarisme politique de la part des élites politico-militaires du Frelimo. Mais ladite expérience des « zones libérées » n'a pas été simplement considérée comme généralisable maintenant que tout le pays était zone libérée. Elle a été mythifiée en son contenu même : ainsi les « villages communautaires » regroupaient-ils, certes, la population, mais ne produisaient-ils en réalité pratiquement rien en commun, sauf ce qui concernait le ravitaillement des guérilleros ; les comités populaires « élus » étaient-ils étroitement sous la dépendance des structures militaires ; les chefferies traditionnelles en principe supprimées continuèrent-elles souvent à jouer un rôle important – et si ce rôle fut faible chez les Macondes, c'est parce que les chefferies sont une institution faible dans cette société, relativement acéphale, etc. Cela signifie que, si la guerre de libération provoqua indéniablement des effets unificateurs, elle produisit aussi des effets de guerre civile et de division. Une guerre de libération d'une dizaine d'années est largement insuffisante pour provoquer l'émergence d'un fort sentiment pan-ethnique. Un fort sentiment anticolonial peut être suffisant, en revanche, pour provoquer l'émergence d'un désir de république indépendante, sans les Portugais, d'un *governo da nossa cor* (« gouvernement de notre couleur »). Mais entre la libération de la « terre », un *governo da nossa cor* et l'indépendance du Mozambique, il y a tous les quiproquos évoqués précédemment, qui ne peuvent être résolus que dans une dynamique démocratique. Or la structure du parti unique, d'un État-parti et d'un parti-nation s'y opposait.

45. Sur ces guerres, voir René Pélissier, *Naissance du Mozambique. Résistances et révoltes anticoloniales (1854-1918)*, Orgeval, Éd. Pélissier, 1984, 2 vol. ; Malyn Newitt, *A History of Mozambique*, Londres, Hurst, 1995 ; Leroy Vail et Landeg White, *Capitalism and Colonialism in Mozambique. A Study of Quelimane District*, Londres-Nairobi-Ibadan, Heinemann, 1980.

46. Même si le mouvement rebelle, la Renamo (*Resistência nacional de Moçambique*, Résistance nationale du Mozambique), est créée en 1977, la guerre civile ne s'étend véritablement qu'à partir de 1982-1983.

L'anticolonialisme identitaire

L'histoire de la résistance africaine « secondaire »⁴⁷ contient cependant bien des exemples de soulèvements, manifestations et associations exprimant un anticolonialisme prononcé sans pour autant exprimer une vision politique « mozambicaine ». J'ai notamment étudié le cas du *Núcleo negrófilo de Manica e Sofala*, authentique organisation nationaliste ndau⁴⁸, responsable de manifestations massives en 1953 dans le centre du pays, interdite en 1956 ; ou le cas de l'émeute de Mueda⁴⁹, pourtant considérée officiellement comme la date de naissance du « nationalisme mozambicain ». Sur la base de problèmes sociaux et économiques provoqués par la colonisation, des gens se sont soulevés selon les lignes de mobilisation fournies par leur cadre communautaire ordinaire, que nous appelons ethnique. L'expression d'une identité réelle, dans ce cas ethnique, a été la réponse à un problème social : la contradiction était sociale, la mobilisation fut identitaire. C'est ce que j'appelle l'anticolonialisme identitaire, dans la mesure où c'est une identité historiquement prégnante qui sert de cadre de mobilisation, et non point le « Mozambique » (ou autre identité territorialisée proclamée). On peut aussi dire qu'il s'agit de nationalismes de nations qui n'ont pas réussi.

LES EFFETS PARADOXAUX DU COLONIALISME TARDIF

L'entêtement du salazarisme à ne pas décoloniser a donc entraîné des guerres de libération assez longues, qui ont provoqué des phénomènes de radicalisation. Cependant, sur la durée, quels en sont les effets ?

47. Je reprends ici par commodité la distinction classique entre « résistance primaire » (résistance à la conquête coloniale) et résistance secondaire (résistance à la présence coloniale), même s'il ne peut s'agir que de deux « pôles » conceptuels avec moult situations intermédiaires.

48. Les Ndaus sont une branche des populations chonas (ou shonas) qui s'étendent du Zimbabwe à l'océan Indien. La province du Manica e Sofala avait eu une histoire particulière, au sein du Mozambique, puisqu'elle représentait l'essentiel du Territoire de Manica e Sofala donné en concession à la Compagnie du Mozambique, compagnie majestique de capitaux principalement britanniques (1891-1940). Cette histoire particulière avait favorisé la maturation précoce d'un nationalisme anticolonial ndau de forte teneur congrégationnaliste américaine. Sur le Noyau négrophile du Manica e Sofala, voir notamment Michel Cahen, *L'anticolonialisme identitaire : conscience ethnique et mobilisation antiportugaise au Mozambique (1930-1965)*, dans Colette Dubois, Marc Michel et Pierre Soumille (éd.), *Frontières plurielles, Frontières conflictuelles en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 319-333 ; ainsi que le chap. 12 (p. 193-299) de Michel Cahen, *Les Bandits. Un historien au Mozambique, 1994*, Paris, Publications du Centre culturel Calouste-Gulbenkian, 2002.

49. Michel Cahen, *The Mueda Case...*, *op. cit.*

Il y a eu la captation des élites anticoloniales radicales par un certain marxisme, et le concept fabriqué par Moscou pour l'exprimer fut la « révolution nationale démocratique » (RND), Pékin, ainsi que Samora Machel, rajoutant « populaire » (RNDP). La RND(P) encadra ainsi conceptuellement de nombreux courants africains, de Sékou Touré à Modibo Keita, en passant par Kwame N'Krumah et Patrice Lumumba. Mais il vaut la peine de réfléchir un peu au sens international de l'expression. En effet, pour Moscou, même dans le cas de l'Angola et du Mozambique indépendants, officiellement « marxistes-léninistes », il a toujours été clair que le MPLA et le Frelimo n'étaient pas communistes, ne faisaient pas partie du camp socialiste. Ils entraient dans la catégorie des mouvements en faveur du « développement non capitaliste ». Mais cette expression, forgée pour valoriser l'alliance avec ces mouvements, signifiait qu'ils n'étaient pas socialistes (certes « non capitalistes », définition négative, mais sans caractérisation positive, « socialiste »). Cela venait en réalité de l'idée que l'Afrique du ^{xx}e siècle était en train de réaliser, après l'Europe du ^{xix}e, son « étape de la révolution bourgeoise », très souvent assimilée par la tradition marxiste à un synonyme de l'étape de la révolution nationale. On avait donc là un formidable mimétisme idéologique, plaquant à l'Afrique le modèle européen légitimant. Cependant, il était, dans les années 1960, peu rentable de qualifier les alliés anticolonialistes africains de mouvement procédant à l'étape de la révolution bourgeoise... On les qualifiait donc de RND(P).

Mais cela eut, idéologiquement, un effet également puissant de confusion entre création d'un État nouveau, indépendant, et d'une nation nouvelle. La guerre de libération anticoloniale *était* la révolution nationale, la création de la nation ; les autres identités (ethniques, par exemple) étaient donc, si elles maintenaient une expression politique propre, contre-révolutionnaires. La radicalisation, du fait de son recours à des concepts soviétiques ou chinois, renforça donc le paradigme du « nationisme » dont il a été question précédemment.

Le résultat à l'indépendance est certes l'apparition de régimes politiques radicaux, à la pointe de l'anticolonialisme (guerre larvée ou ouverte avec la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud, etc.), mais dont la structure ne rompt en rien avec le modèle social portugais de la « nation fonctionnaire ». Le fait d'être antiportugais n'est pas une rupture avec le modèle, l'ennemi reste le modèle. Le type d'État institué, avec son parti unique, ses « organisations démocratiques de masse », son maillage par des structures d'encadrement (« groupes dynamiseurs »), son corporatisme syndical (« conseils de production » au Mozambique), sa mythologie de la nation homogène, son État principal acteur de l'économie, sa fonction publique

hypertrophiée, induit un rapport à la population qui est celui d'un paternalisme autoritaire. La population doit être « organisée », elle ne devient le « peuple » qu'une fois cette tâche réussie ; auparavant, elle n'est constituée que d'*elementos da população* (« éléments de la population »)⁵⁰, expression qui montre bien le déni des formes originales d'organisation sociale que l'on a déjà vu dans les slogans « Moçambique só é Moçambique porque é Portugal » et « Do Rovuma ao Maputo, um só povo, uma só nação ».

Une décolonisation plus précoce, vers 1961-1962, aurait certainement permis à une partie bien plus importante de la population coloniale (portugaise métropolitaine, portugaise d'Afrique, créole, indienne...) de rester sur place, enclenchant des indépendances de type « brésilien » ou « zimbabwéen », pleines de contradictions certainement mais ouvertes à l'expression de la pluralité des milieux sociaux, créoles, comme bantous, et ainsi plus propices, sait-on jamais, à une dynamique de luttes de classes. Paradoxalement, le « marxisme-léninisme » de saveur bantoue a nié ces dernières en les sublimant dans l'identité politique abstraite de l'État « ouvrier-paysan » et de la nation.

D'ailleurs, la phase « socialiste » de l'État mozambicain indépendant⁵¹, en raison de la radicalisation provoquée par la politique militaire portugaise et son colonialisme tardif, a paradoxalement maintenu une forme d'État très proche du modèle salazariste. C'est avec le tournant néolibéral de la fin des années 1980 que s'opère la vraie rupture. Le Mozambique est désormais un pays d'Afrique ordinaire, donc néocolonial, mais « loin » du Portugal et sans métropole particulière de référence : sa « capitale néocoloniale » est bien plus située aux sièges des organisations financières internationales qu'à Lisbonne⁵². Et l'Angola n'a pas de meilleur ami que les États-Unis et Israël depuis 1992⁵³...

50. Sur le vocabulaire politique populaire dans le Mozambique contemporain, voir M. Cahen, *Les Bandits...*, *op. cit.*, ainsi que, du même auteur, Entrons dans la nation. Notes pour une étude du discours politique de la marginalité. Le cas de la Renamo du Mozambique, *Politique africaine*, n° 67, 1997, p. 70-88.

51. Le cas mozambicain est certainement plus significatif que celui de l'Angola dans la mesure où le Frelimo n'a perdu que progressivement le contrôle du territoire, face au développement de la guerre civile, alors que le MPLA s'est vu immédiatement confronté à la guerre entre les trois mouvements (MPLA, FNLA et Unita) et n'a jamais contrôlé, avant 2002, l'intégralité de son territoire.

52. Malgré la création de la CPLP (Communauté des pays de langue portugaise) en 1996, le Portugal n'a jamais pu constituer un « pré carré » africain à la française. Il n'en consacre pas moins 99 % de sa coopération exclusivement à l'« Afrique lusophone » et au Timor oriental.

53. La politique américaine a été très différente selon les PALOP : même au moment du plus fort radicalisme, l'État du Frelimo a toujours été reconnu par les EUA, alors que l'Angola, en raison de la présence cubaine, ne l'était pas (même si les sociétés pétrolières américaines étaient bien là, et leurs puits de pétrole défendus par les soldats... cubains contre les attaques des rebelles soutenus par les... États-Unis).

Ces réflexions n'enlèvent strictement rien à la profonde légitimité des mouvements anticoloniaux de libération, ni ne mésestime la base sociale de masse de cette aspiration. Il s'agit simplement de souligner qu'anticolonialisme et nationalisme sont des tendances historiques qui se croisent sans doute souvent, mais ne sauraient être confondues. Il faut analyser chaque processus historique en ses temps et contexte propres, et, en l'occurrence, analyser l'anticolonialisme africain hors du mimétisme idéologique issu des révolutions nationales européennes du XIX^e siècle et du début du XX^e. Pour ma part, je n'utiliserai donc plus, sauf dans les cas avérés de nations déjà constituées, l'expression « lutte de libération nationale ».

Michel Cahen est chercheur CNRS au Centre d'étude d'Afrique noire de l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Historien de l'Afrique lusophone contemporaine, il s'intéresse notamment aux questions identitaires. Il a souvent étendu cette thématique à d'autres aires.

Parmi ses travaux les plus récents, on note : « L'État Nouveau et la diversification religieuse au Mozambique, 1930-1974 », *Cahiers d'études africaines*, XL (2-158 et 3-159), 2000, p. 309-349 et 551-592 ; *Pays lusophones d'Afrique. Sources d'information pour le développement*, Paris, Ibiscus, 2001 ; *Les Bandits. Un historien au Mozambique, 1994*, Paris, Centre culturel Calouste-Gulbenkian, 2002 ; *La dialectique des secrets. Histoire et idéologie dans l'accouchement sous X et l'adoption plénière*, Paris, Karthala, 2004 ; *Le Portugal bilingue. Histoire et droits politiques d'une minorité linguistique : la communauté mirandaise*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Il a fondé en 1994 la revue de recherches politiques *Lusotopie* (Paris, Karthala, jusqu'en 2004, et Leiden, Brill, à partir de 2005).

Mots clés : 1961-1974, Mozambique, Portugal, anticolonialisme, nationalisme, ethnicité.

Key words : 1961-1974, Mozambique, Portugal, Anticolonialism, Nationalism, Ethnicity.